

ROUAGES GRIPPÉS DANS L'INDUSTRIE

La production industrielle demeure sur une tendance baissière en Europe. Elle a subi un repli relativement marqué au Luxembourg en 2023, mais sans trop de dégâts pour les effectifs de la branche.

L'année écoulée a vu la production industrielle reculer dans pratiquement tous les pays de la zone euro. Le repli a été de l'ordre de 3% à l'échelle de la zone euro¹, avec des écarts significatifs entre les Etats membres. A côté des pays Baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) qui ont très lourdement ressenti la hausse des prix de l'énergie², le Luxembourg enregistre l'un des plus mauvais résultats (-5.9%) avec les Pays-Bas (-7.5%) et la Belgique (-5.5%). La France a par contre enregistré une légère hausse (+0.7%), grâce notamment aux bons résultats de son industrie aéronautique et à une reprise de sa production électrique³. On relève également sur 2023 une remontée de la production en Grèce, à Malte et Chypre, des pays où la part de l'industrie dans le tissu économique est relativement faible (et dont la contribution à la production industrielle de la zone euro est marginale).

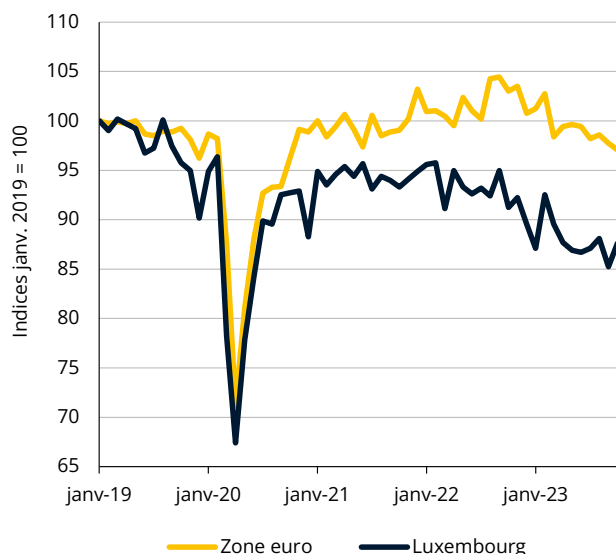
Pour revenir au Luxembourg, plusieurs segments de l'industrie ont tiré la production vers le bas l'année passée, en particulier la production et distribution d'énergie (en lien avec le recul de la consommation de gaz et d'électricité, surtout au début de 2023), la fabrication de machines et équipements et celle de produits métalliques.

La comparaison entre le Luxembourg et la zone euro est moins défavorable en termes d'évolution des effectifs. L'emploi dans l'industrie a augmenté de 0.6% en 2023 (sur base des trois premiers trimestres), un résultat relativement proche de celui de la zone euro (+1.0% sur la même période). Et si l'on se réfère aux niveaux observés avant la crise COVID (c.-à-d. à ceux de la fin 2019), les emplois de l'industrie luxembourgeoise relevés sur la fin de 2023 sont sensiblement identiques (ils n'ont que très légèrement augmenté en zone euro). Pour l'Allemagne en revanche, où la production industrielle a évolué de manière assez similaire à celle du Luxembourg depuis la pandémie⁴, l'emploi s'y est nettement ajusté à la baisse (-2.5% par rapport à la fin de 2019).

Quelles perspectives pour le début de 2024 ?

La production luxembourgeoise, à défaut de remonter, semble quelque peu se stabiliser depuis l'été dernier (alors qu'elle continue à baisser en zone euro). Derrière cette stabilisation, on retrouve toutefois des divergences d'évolution marquées, avec notamment un redressement du côté de la sidérurgie et des produits informatiques, électroniques et électriques mais une tendance qui demeure baissière pour les machines et équipements, les produits minéraux non métalliques (verre et céramique), les produits du plastique ainsi que les matériaux de construction.

PRODUCTION INDUSTRIELLE



Sources: Eurostat, STATEC (données désaisonnalisées)

L'indicateur de confiance des industriels luxembourgeois⁵ n'envoie pas de signaux très clairs au croisement de 2023 et 2024 : il avait atteint un point bas en juin-juillet et s'est légèrement redressé depuis mais affiche une forte volatilité au cours des derniers mois. En zone euro, l'indice PMI pour l'industrie manufacturière est aussi reparti à la hausse depuis juillet dernier, mais il demeure en janvier à un niveau correspondant à une contraction de l'activité : autrement dit la production devrait continuer à diminuer mais de manière moins prononcée.

Certains éléments permettent d'espérer un redressement de la production industrielle en Europe à plus longue échéance. Le repli des prix des matières premières entamé depuis la mi-2022 commence à impacter les prix des produits industriels, l'inflation tend à se résorber, ce qui pourrait in fine stimuler la demande des consommateurs. Le moral des consommateurs (au Luxembourg et en zone euro) tend d'ailleurs à se redresser depuis novembre, même s'il reste relativement bas. D'autres facteurs sont moins encourageants, comme la remontée des tensions sur l'offre⁶. Celles-ci pourraient se renforcer, notamment en Europe, du fait de l'instabilité qui règne actuellement en Mer Rouge et qui pousse les navires marchands à éviter le canal de Suez (les prix du fret maritime, qui s'étaient nettement résorbés en 2023, ont repris une allure haussière sur les dernières semaines).

¹ Sur base des 11 premiers mois de 2023 (pour novembre, il s'agit d'une estimation préliminaire).

² Ces Etats étaient très dépendants du gaz russe avant le début du conflit en Ukraine.

³ Plusieurs de ses centrales nucléaires avaient dû être mises à l'arrêt en 2022.

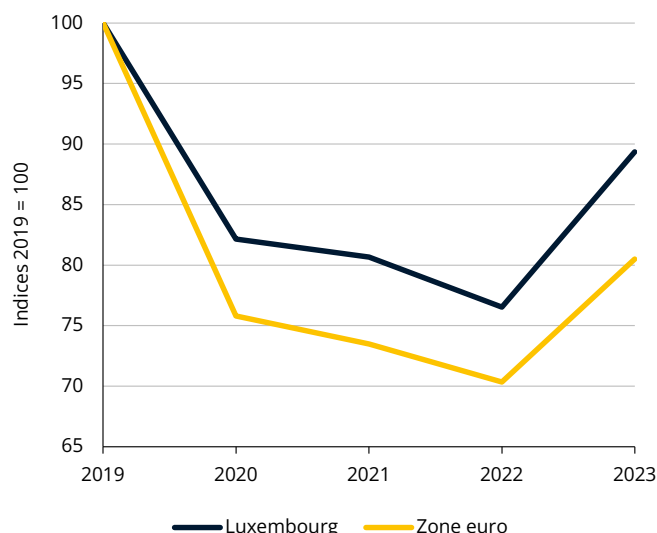
⁴ Entre la fin de 2019 et celle de 2023, les productions industrielles de l'Allemagne et du Luxembourg se sont repliées d'environ 6 à 7%.

⁵ Celui-ci se base sur trois questions de l'enquête mensuelle de conjoncture (état du carnet de commandes, niveau des stocks, perspectives d'évolution de la production).

⁶ L'indice de tension sur l'offre mondiale (Global Supply Shain Pressure Index) est reparti à la hausse depuis la mi-2023 (jusqu'en décembre, dernière donnée disponible).

Consommation

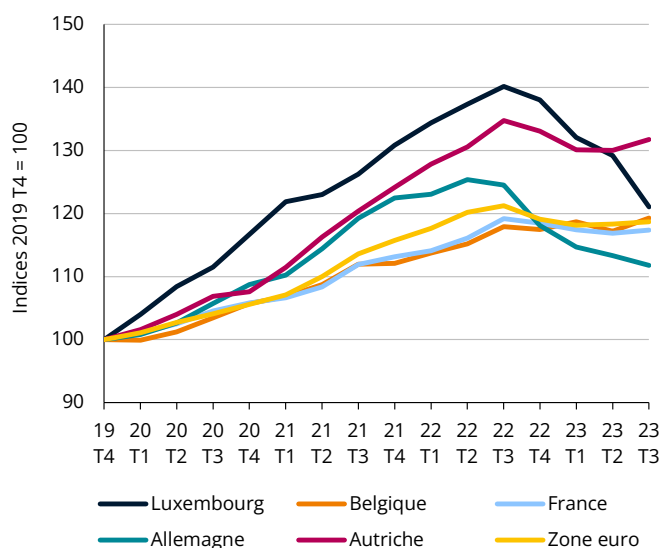
NOUVELLES IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES



Sources: SNCA, ACEA

Immobilier

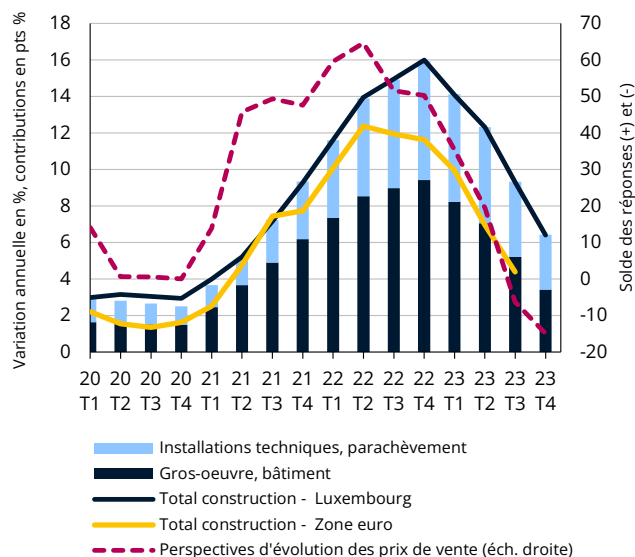
PRIX DE VENTE DES LOGEMENTS



Source: Eurostat

Construction

PRIX À LA PRODUCTION DANS LA CONSTRUCTION



Sources: STATEC, Eurostat, Macrobond

Rebond des ventes de voitures en 2023

Après trois années consécutives de baisse, les ventes de voitures neuves sont reparties à la hausse en 2023. Sur l'année écoulée, elles ont progressé de 17% au Luxembourg, soit un peu plus que relevé pour l'ensemble de la zone euro (+14%), où les hausses les plus remarquables – de l'ordre de +30% par rapport à 2022 – proviennent de la Belgique, de la Grèce et du Portugal. L'Allemagne arrive en bas du tableau, avec un rebond de seulement 7%.

Les trois années précédentes avaient été marquées par les conséquences de la pandémie puis les difficultés d'approvisionnement qui ont pesé sur l'offre des constructeurs automobiles. Ces difficultés se sont nettement résorbées en 2023, mais le niveau des immatriculations est malgré tout demeuré relativement faible par rapport à la période d'avant-crise (d'environ 10% inférieur à l'année 2019 au Luxembourg, et de quelque 20% en zone euro). Ceci devrait encore être le cas en 2024, l'association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) prévoyant une hausse de seulement 2 à 3% des ventes, en lien notamment avec un contexte économique dégradé et le niveau élevé des taux d'intérêt.

Stabilisation des prix immobiliers en zone euro, mais chute au Luxembourg

Les prix de vente des logements continuent à stagner au 3^e trimestre 2023 en zone euro (+0.3% sur un trimestre), mais sur fond d'évolutions contrastées entre les pays. Dans certains, comme au Luxembourg ou en Allemagne, les prix poursuivent une tendance baissière, alors qu'ils se stabilisent ou commencent à remonter ailleurs, p.ex. en France ou en Autriche (dans certains pays les prix n'avaient que ralenti, p.ex. au Portugal). Cependant, les prix immobiliers semblent avoir dépassé leur point bas dans la majorité des pays européens, contrairement au Luxembourg, où ils affichent au 3^e trimestre la plus forte chute en zone euro, avec -6.3% sur un trimestre (-13.6% sur un an). Le recul des prix de vente au Luxembourg est marqué pour les biens anciens (-7.8% sur un trimestre pour les maisons, -6.3% pour les appartements), et un peu moindre pour les appartements neufs (-4.2%).

Le Luxembourg enregistre aussi la plus forte baisse des transactions de logements sur un an (environ -40% au 3^e trimestre) parmi les 12 pays dont les données sont publiées par Eurostat. Le nombre de transactions immobilières reste plus ou moins stable depuis le début de 2023 au Luxembourg, mais à un niveau très faible. Ce sont surtout les transactions d'appartements en construction (VEFA) qui se sont effondrées, leur nombre en 2023 ne représentant plus qu'un cinquième de celui de 2019.

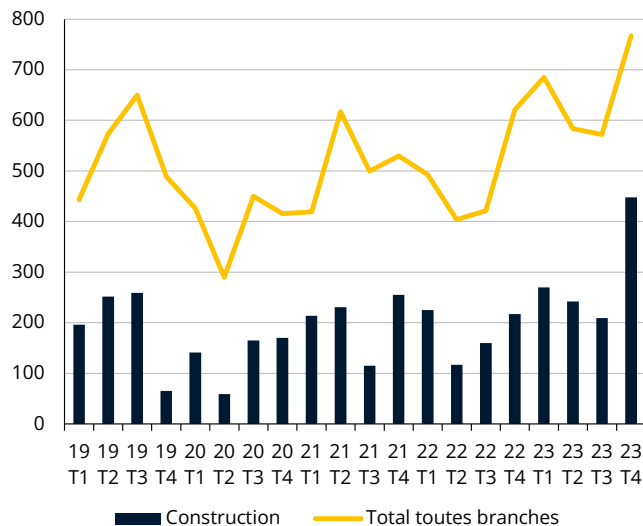
Moins de pressions sur les prix de la construction

Comme en zone euro, les prix à la production de la construction résidentielle continuent à décélérer au Luxembourg, affichant une hausse de 6.4% sur un an au 4^e trimestre 2023, après un pic à +16% au 4^e trimestre 2022. Cette évolution s'explique notamment par la baisse de l'activité dans ce secteur (qui vient d'ailleurs d'être déclaré en crise par le Gouvernement luxembourgeois), ainsi que par la baisse des prix des matières premières (-15% en 2023) et une stabilisation, voire un ralentissement, des prix à la production industrielle. Le prix sortie-usine du ciment en zone euro, qui avait atteint un pic à +36.3% sur un an en décembre 2022, n'augmente plus que de 9.3% en novembre 2023. Les coûts salariaux, soutenus par trois indexations en 2023, n'ont toutefois ralenti que légèrement sur les derniers trimestres. Par ailleurs, les perspectives d'évolution des prix de vente dans la branche au Luxembourg continuent à se dégrader jusqu'en janvier, témoignant d'une poursuite de cette tendance sur le début de 2024.

Le freinage des prix à la construction provient surtout du gros-œuvre, étant donné sa pondération importante dans l'indice global, mais les autres corps de métier enregistrent des ralentissements relativement similaires (de -7.5 points de % pour les installations techniques à -12 points pour la fermeture des bâtiments).

Marché du travail

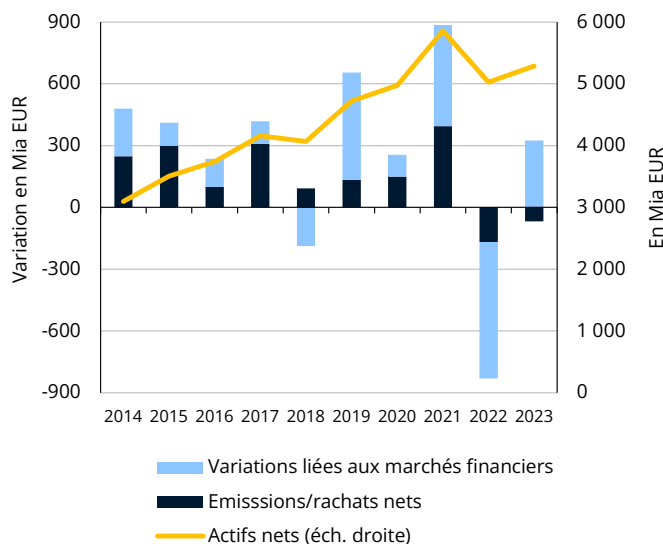
PERTES D'EMPLOIS DUES AUX FAILLITES



Source: STATEC (données désaisonnalisées)

Secteur financier

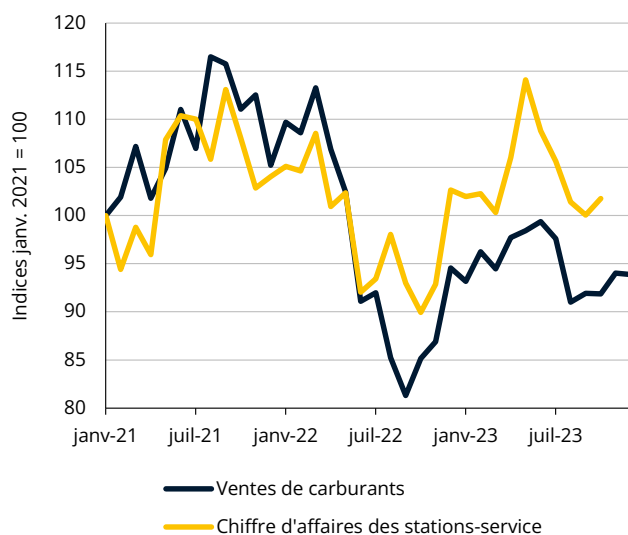
ACTIFS NETS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIFS



Source: CSSF

Energie

VENTES DE CARBURANTS ET CHIFFRE D'AFFAIRES DES STATIONS-SERVICE



Sources: STATEC, Ministère de l'Economie (données désaisonnalisées, en volume)

Davantage de pertes d'emplois liées aux faillites

Alors que le nombre de faillites a reculé de 7% l'an dernier au Luxembourg, les pertes d'emplois associées à ces faillites se sont envolées de près de 40%. Ceci s'explique par la hausse des faillites dans la construction, typiquement plus lourdes en termes d'emplois. La crise dans la construction y a entraîné quelque 160 faillites en 2023 (+37% par rapport à 2022), avec à la clé près de 1 200 pertes d'emplois (+63%). La situation s'est particulièrement dégradée sur la fin de l'année, le dernier trimestre 2023 affichant deux fois plus de licenciements pour cause de faillite dans la construction (près de 450) que le trimestre antérieur. Mis à part la construction, les pertes d'emplois liées aux faillites s'inscrivent également en hausse par rapport à 2022, mais demeurent proches de la moyenne observée sur la dernière décennie. Dans le commerce, les TICs et l'industrie, elles restent même largement inférieures à cette moyenne.

Par ailleurs, l'affaiblissement des créations d'entreprises contribue sans doute aussi au ralentissement de l'emploi au Luxembourg. L'an dernier les nouvelles immatriculations d'entreprises se sont repliées de 20% par rapport à 2022, atteignant un plus bas depuis 2012. En zone euro, elles s'inscrivent en revanche en hausse de 7% (à l'issue des 10 premiers mois de 2023).

Nouveau recul des émissions nettes dans les fonds

Les actifs nets des organismes de placement collectifs au Luxembourg sont repartis à la hausse en fin d'année 2023, portés par les valorisations dues aux marchés financiers, et affichent une modeste progression de 5% sur un an (par rapport à une hausse moyenne de 10% sur les dix dernières années). Pour la 2^e année consécutive, les émissions nettes diminuent (-68 Mia EUR en 2023, après -168 Mia EUR en 2022). Cette baisse des émissions nettes concerne presque toutes les catégories d'actifs, excepté les instruments du marché monétaire (+83 Mia EUR).

En Europe, seulement un tiers des pays enregistre une baisse des émissions nettes (y compris le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique et le Danemark) sur base des données d'EFAMA observées jusqu'à la fin du 3^e trimestre 2023. Contrairement au Luxembourg, les émissions en Irlande et en Allemagne progressent dans les fonds actions et obligataires mais diminuent dans les fonds monétaires. Le Luxembourg maintient sa place de leader dans l'industrie des fonds européens (avec 26% des actifs sous gestion) mais sa part de marché recule de 0.8 point de % depuis la fin de 2021 au profit de l'Irlande qui ne cesse de progresser sur les 20 dernières années, atteignant 20% des actifs européens sous gestion à la fin 2023 (+1.0 point de % depuis fin 2021).

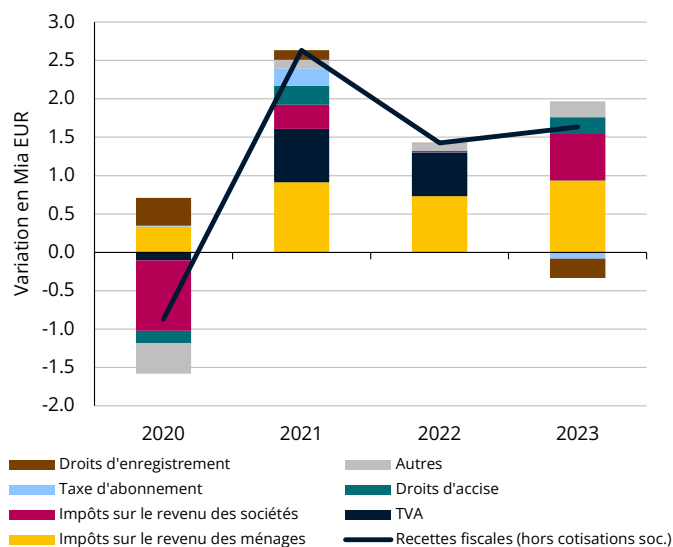
Le rebond des ventes de carburants s'est estompé

Après une année 2022 marquée par une chute des ventes de carburants au Luxembourg (-11% par rapport à 2021), le début de 2023 a laissé entrevoir une légère reprise. Cependant, ce rebond n'a pas perduré, et avec une seconde moitié d'année peu dynamique, les ventes de carburants ayant reculé de 1.5% en 2023 par rapport à 2022. Cette baisse est imputable aux ventes de diesel (-6%), qui représentent plus de 70% du total des ventes de carburants, bien que les écarts de prix entre le Luxembourg et les pays voisins se soient rapprochés des niveaux d'avant la crise énergétique. En revanche, les ventes d'essence ont augmenté de 14% en 2023.

La baisse des ventes de carburants ne s'est cependant pas répercutée intégralement sur le chiffre d'affaires en volume des stations-service, celui-ci atteignant en 2023 un niveau similaire à celui de 2021. La baisse des ventes de carburants a sans doute été compensée par une augmentation significative des ventes de tabac, une tendance qui se reflète également dans les recettes d'accises perçues par l'État.

Finances publiques

RECETTES FISCALES ENCAISSÉES (HORS COTISATIONS SOCIALES)



Sources: Administrations fiscales, STATEC (données en base caisse)

Progression en demi-teinte des recettes fiscales

En 2023, les recettes fiscales encaissées (hors cotisations sociales) ont augmenté de 7.7% sur un an, portées par les impôts sur les ménages (+12% sur un an), les droits d'accises (+13%) et les impôts sur les revenus des sociétés (+18%). La forte croissance des impôts sur les sociétés résulte d'importants soldes d'impôts relatifs à des exercices fiscaux antérieurs. Sans ces soldes, les impôts sur les sociétés auraient progressé de seulement 1% et la croissance des recettes fiscales totales aurait alors ralenti à +5%.

Les recettes de TVA ont stagné (+0.1%) avec la réduction temporaire des taux. Les recettes sur la taxe d'abonnement ont fortement diminué entre la fin de 2022 et la mi-2023 mais se redressent depuis, suivant l'évolution des actifs des fonds d'investissement. Les droits d'enregistrement chutent en revanche fortement depuis la fin de l'année 2022 (-52% en 2023) en raison de la baisse des transactions immobilières.

Les recettes fiscales devraient rester peu dynamiques en 2024 selon les dernières prévisions du STATEC (cf. Note de Conjoncture 2-2023), sous l'effet du freinage de l'emploi, de l'inflation et de l'adaptation du barème d'imposition des ménages.

Tableau de bord

	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23	oct-23	nov-23	déc-23	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	-7.4	-7.1	-6.4	-6.6	-5.3	-10.1	-3.8	...	...	-6.5	-1.1
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	0.8	-2.6	-0.5	-1.2	6.7	-2.9	-1.9	...	...	-0.5	-0.6
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	-4.5	-3.0	3.1	-1.6	-2.5	-4.2	-0.2	-0.6	...	-1.7	-0.2
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	3.7	3.6	3.2	3.7	4.2	4.0	3.2	3.0	3.5	3.2	6.1
Inflation sous-jacente	4.9	4.8	4.7	4.9	4.5	4.3	4.2	3.9	4.0	4.0	4.9
Indice des produits pétroliers	-13.5	-13.9	-17.4	-12.8	-1.3	-0.6	-10.8	-9.2	-4.4	-8.3	23.9
Indice des prix à la production industrielle	2.5	-1.4	-3.8	1.8	1.5	1.5	-2.5	-1.9	...	-1.0	21.9
Indice des prix à la construction ¹	12.3	12.3	12.3	9.3	9.3	9.3	6.4	6.4	6.4	6.4	15.9
Coût salarial moyen par personne (CNT)	6.8	6.8	6.8	7.0	7.0	7.0	...	...	...	7.0	6.0
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	-0.8	-5.4	-0.2	4.8	-3.3	-1.3	2.6	0.1	...	0.4	-2.0
Importations de biens en volume	-2.0	1.0	2.4	-1.4	2.3	-2.6	-1.2	-3.7	...	-2.5	-14.4
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	2.7	2.4	2.2	1.9	1.9	1.7	1.7	1.5	1.4	1.5	3.1
Emploi national	2.3	2.1	1.9	1.7	1.5	1.5	1.5	1.4	1.3	1.4	2.3
Taux de chômage (en % de la population active, cvs, ADEM)	5.0	5.1	5.2	5.2	5.3	5.5	5.5	5.7	5.5	5.6	4.9

Source: STATEC

Cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹ Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2022 T2	2022 T3	2022 T4	2023 T1	2023 T2	2023 T3
Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne)	0.8	0.5	-0.1	0.1	0.1	-0.1
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	-0.3	0.2	-2.3	0.9	-0.2	-0.1
	Variation annuelle en %					
	2019	2020	2021	2022	Prévision 2023	Prévision 2024
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	2.9	-0.9	7.2	1.4	-1.0	2.0

PIB en valeur
(2022)



77 529 Mio EUR

Salaire minimum mensuel
(01/09/2023)



2 570.93 EUR

Prochaine indexation des
salaires prévue :
T3 2024

Indice des prix à la
consommation (12/2023)



997.32

Moyenne semestrielle de
l'indice:
998.07

Balance courante
(T3 2023)



2 687 Mio EUR

Population résidente
(01/01/2023)



660 809

STATEC

Pour en savoir plus

Bureau de presse | ☎ +352 247-88455 | ✉ press@statec.etat.lu
statistiques.lu

La reproduction totale ou partielle du présent bulletin d'information est autorisée à condition d'en citer la source.

Restez connectés ! Inscrivez-vous à notre newsletter

